

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

3^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE
2025 - 2026
(AVRIL - JUIN 2026)



TABLE DES MATIÈRES

1. VUE D'ENSEMBLE.....	PAGE	3
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026.....	PAGE	4
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	PAGE	4
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE.....	PAGE	7
SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX	PAGE	7
3. FINANCES PUBLIQUES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026.....	PAGE	9
4. SECTEUR EXTERNE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026.....	PAGE	10
5. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026.....	PAGE	12
6. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026.....	PAGE	13
7. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE	PAGE	14
8. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE.....	PAGE	16
9. PERSPECTIVES.....	PAGE	18

1. VUE D'ENSEMBLE

Au troisième trimestre de l'exercice 2025-2026, l'environnement macroéconomique a été particulièrement contraint, sous l'effet conjugué des tensions géopolitiques dans le Golfe Persique, du durcissement des conditions migratoires dans les pays d'accueil des migrants haïtiens et de la persistance des fragilités internes. Dans ce contexte, l'évolution des prix à la consommation a été caractérisée par une rupture temporaire du processus de désinflation observé depuis la fin de 2025. Après l'accélération enregistrée en avril 2026, notamment liée à l'ajustement des prix des produits pétroliers à la pompe, l'inflation a repris sa trajectoire baissière au cours des mois suivants. Cette évolution a bénéficié, entre autres, de la stabilité du taux de change et de la posture prudente des autorités monétaires, lesquelles ont contribué à limiter la propagation des chocs externes à l'économie domestique.

L'environnement externe demeure toutefois porteur de facteurs de risques importants, avec des implications majeures pour la stabilité macroéconomique. Les tensions géopolitiques peuvent affecter les prix internationaux de l'énergie et des autres produits importés, avec des répercussions sur l'inflation domestique et la balance des paiements au cours des prochains trimestres. Parallèlement, le durcissement des politiques migratoires aux États-Unis et à l'échelle régionale constitue un facteur d'incertitude supplémentaire pour l'économie haïtienne, en raison des incidences potentielles sur le secteur externe et l'évolution du marché du travail. Une éventuelle contraction des transferts, couplée à une hausse des coûts d'importations ou à une détérioration des termes de l'échange, pourrait exercer des pressions sur l'offre de devises et les réserves internationales, ainsi que sur les finances publiques, avec des incidences sur la dynamique des prix dans l'économie.

Sur le plan interne, les contraintes pesant sur l'activité économique, les déséquilibres des finances publiques et les besoins de financement de l'économie continuent également de constituer des facteurs de risque pour la stabilité monétaire et financière. Dans ce contexte, la transmission des chocs externes à l'inflation demeure étroitement liée à l'évolution du marché des changes, aux conditions de liquidité du système financier et aux anticipations des agents économiques.

Dans ces conditions, la Banque de la République d'Haïti (BRH) maintient une orientation de la politique monétaire visant à préserver les acquis nécessaires à la stabilité macroéconomique et financière. Ainsi, elle demeure particulièrement attentive aux risques de transmission des chocs externes à l'inflation et au marché des changes. À cet effet, elle poursuit une gestion active de la liquidité du système financier et n'exclut pas le recours, lorsque les conditions du marché le justifient, à des interventions ciblées sur le marché des changes. Cette approche vise à limiter les déséquilibres susceptibles d'alimenter davantage les pressions inflationnistes, tout en préservant les conditions nécessaires au fonctionnement ordonné du marché des changes et à la stabilité macrofinancière.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale continue d'évoluer dans un environnement incertain marqué par la persistance des fragmentations géopolitiques et les frictions commerciales. En dépit de ces facteurs adverses, l'activité économique a fait preuve de résilience, soutenue par la dynamique de la demande intérieure dans plusieurs économies avancées, laquelle a été impulsée par les investissements dans le secteur numérique. Toutefois, les tensions au Moyen-Orient et leurs répercussions sur les cours de l'énergie ont pesé sur la stabilité des prix et les perspectives globales. Aussi, les projections de juillet 2026 du Fonds Monétaire International (FMI) tablent-elles sur une croissance mondiale de 3 % en 2026, soit une légère révision par rapport à celles d'avril dernier (3,1 %).

Aux États-Unis, nonobstant la bonne tenue de la consommation agrégée, la croissance du PIB, sur une base annuelle, s'est décélérée à 1,5 % sur la période d'avril à juin 2026 (contre 2,1 % le trimestre antérieur), en raison de la dégradation du commerce extérieur et du ralentissement du rythme de progression des investissements. Parallèlement, l'inflation s'est modérée à 3,5 % en juin 2026, après avoir atteint 4,2 % en mai dernier, contre 3,3 % en mars 2026. Sur le marché du travail, le taux de chômage a reculé de 0,1 point de pourcentage à 4,2 % au terme du trimestre sous revue, malgré l'affaiblissement des créations nettes d'emploi et la baisse du taux d'activité. Ainsi, compte tenu des effets inflationnistes du choc d'offre énergétique lié aux perturbations dans le Golfe Persique, la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu ses taux directeurs dans la fourchette comprise entre 3,5 % et 3,75 %.

En ce qui concerne la Zone Euro, après une croissance nulle sur le trimestre allant de janvier à mars 2026, cette dernière s'est portée à 0,4 % durant la période sous étude, reflétant la résilience de la demande intérieure, en dépit des tensions dans les chaînes d'approvisionnement et des disparités entre les pays membres de l'union monétaire. Ce rebond de l'activité économique a favorisé le maintien du taux de chômage à 6,3 % en juin 2026, soit le même niveau observé en mars dernier. Toutefois, les répercussions prolongées du choc pétrolier ont entraîné une augmentation du taux d'inflation à 2,8 % en juin dernier, contre 2,6 % à la fin du trimestre précédent, des niveaux supérieurs à la cible de 2 % de la Banque centrale européenne (BCE). Considérant les risques de matérialisation d'effets de second tour liés à ce choc, la BCE a procédé à un relèvement de 25 points de base de ses taux directeurs, portant le taux de la facilité de dépôt à 2,25 %. Cette décision s'inscrit dans une démarche d'arbitrage entre la maîtrise des tensions inflationnistes et la préservation des perspectives de croissance économique.

Au niveau de la région « Amérique latine et Caraïbes », les perspectives économiques sont fragilisées par un environnement international marqué par de fortes incertitudes. Selon les récentes projections du FMI, la croissance régionale devrait s'établir à 2,4 %

en 2026, soit un rythme inchangé par rapport à 2025. Face aux chocs erratiques liés aux tensions géostratégiques, les banques centrales de la région ont maintenu une posture monétaire prudente visant à contenir les pressions inflationnistes.

S'agissant de l'économie dominicaine, elle affiche une croissance soutenue, en atteste l'indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) qui a affiché une progression de 5 % sur la période de mars à juin 2026, contre une hausse de 4,5 % sur le premier semestre de l'année calendaire (+2,1 points de pourcentage sur un an). Cette dynamique a été entretenue par les secteurs de la construction, des mines, de l'intermédiation financière, de l'hôtellerie et de la restauration, en dépit des coûts marginaux induits par les tensions géopolitiques. Ainsi, les pressions inflationnistes se sont accentuées au cours du trimestre sous revue, le taux d'inflation annuel s'établissant à 5,67 % en juin 2026 (+104 points de base par rapport à mars dernier), dépassant la borne supérieure de la cible de 4 % $\pm$ 1 point de pourcentage. En vue de préserver les conditions de stabilité macroéconomique, la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a maintenu son taux directeur à 5,25 %.

Par ailleurs, les marchés internationaux des produits de base continuent de pâtir de la dynamique du conflit irano-américain et des ajustements de l'offre mondiale d'énergie. En effet, les cours des produits pétroliers ont été particulièrement volatils, avec des prix au comptant supérieurs aux prix à terme. Néanmoins, le protocole d'accord adopté en juin 2026 dans l'optique d'une probable réouverture du détroit d'Ormuz, l'accroissement du volume de production des pays exportateurs (notamment ceux de l'OPEP+) et les perspectives de ralentissement de la demande mondiale ont favorisé une évolution baissière des prix à la fin du trimestre sous étude. Ainsi, le cours du Brent a reculé de 17,2 % pour s'établir à 85,40 dollars ÉU en juin 2026, contre 84,81 dollars ÉU pour le *West Texas Intermediate (WTI)* qui s'est replié de 7,2 % par rapport à mars 2026. Cette évolution a contribué à atténuer les pressions sur les coûts de production et de transport, en limitant la transmission des tensions énergétiques aux prix alimentaires mondiaux. En ce sens, entre mars et juin 2026, la variation de l'indice FAO des prix des produits alimentaires s'est inscrite à 1,3 %, contre 3,3 % entre décembre 2025 et mars 2026.

Tableau 1		Indicateurs macroéconomiques par région et pays		
Pays et Région/ Indicateurs	Projection de croissance pour 2026 *	Taux d'inflation**	Taux de chômage**	Taux directeur**
États-Unis	2,3 %	3,5 %	4,2 %	[3,50 % – 3,75 %]
Zone Euro	0,9 %	2,8 %	6,3 %	2,25%
République Dominicaine	[4 % – 4,5 %]	5,67 %	5,3 %	5,25 %

*Source : FMI – World Economic Outlook (Juillet 2026) | **Sources : BLS / Fed / Eurostat / BCE / BCRD (Juin 2026)

Graphique 1

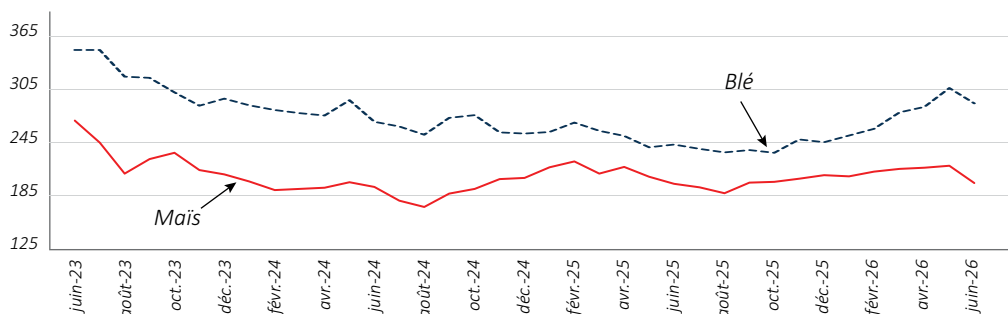
Prix du riz en dollar ÉU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 2

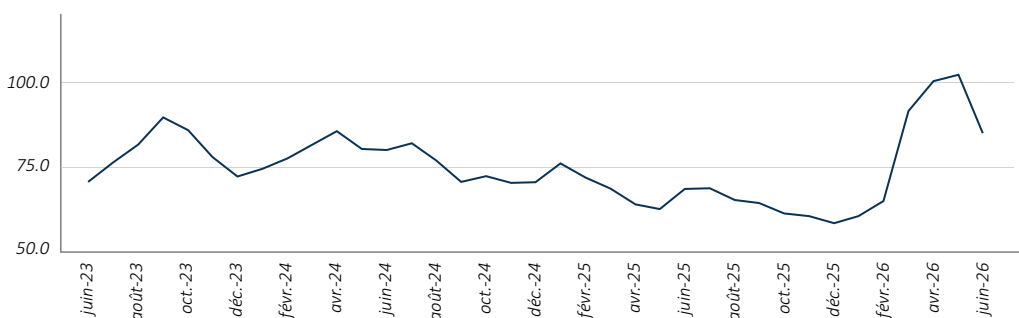
Prix du blé et du maïs en dollar ÉU par tonne métrique



Source : ycharts.com/indicators

Graphique 3

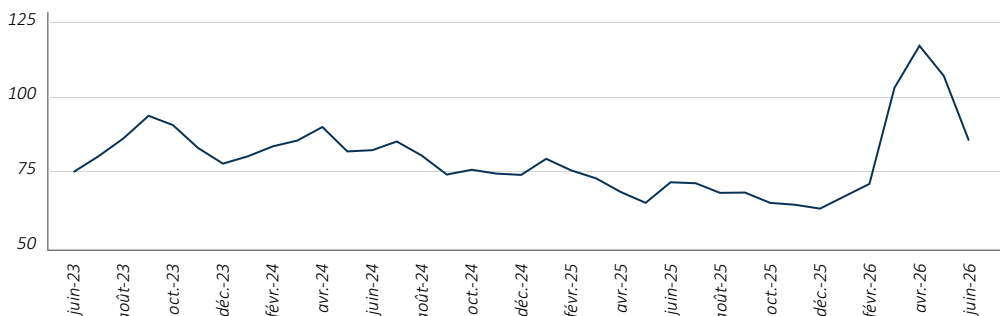
Prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) en dollar ÉU



Source : www.eia.gov

Graphique 4

Prix du baril du Brent en dollar EU



Source : www.eia.gov

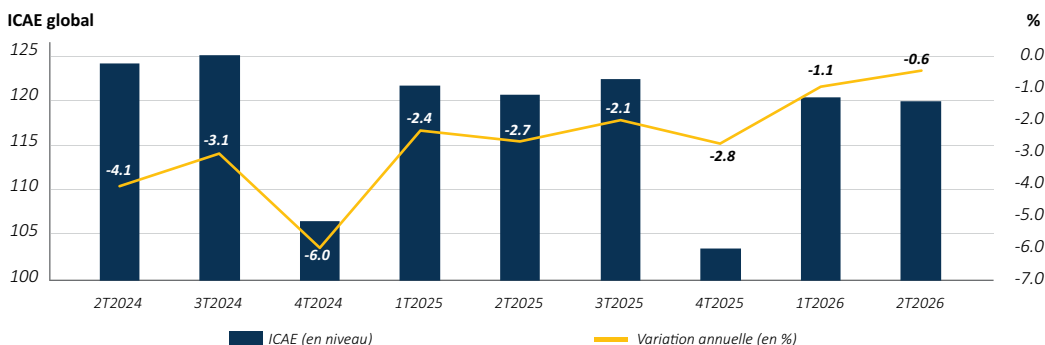
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX

L'économie haïtienne continue d'être affectée par la persistance des contraintes structurelles et sécuritaires qui entravent le fonctionnement régulier de l'appareil productif. Néanmoins, la contraction de l'activité économique tend à s'atténuer, en témoigne l'évolution de l'ICAE global, dont le repli annuel s'est limité à 0,6 % au deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2026, contre une baisse de 2,7 % un an plus tôt. Par ailleurs, sur le premier semestre de l'année 2025-2026, il a accusé une régression de 0,8 %, un rythme moins prononcé que le recul de 2,6 % sur la période correspondante de l'année antérieure.

Graphique 5

Évolution de l'ICAE et de son taux de croissance en glissement annuel



Source : IHSI

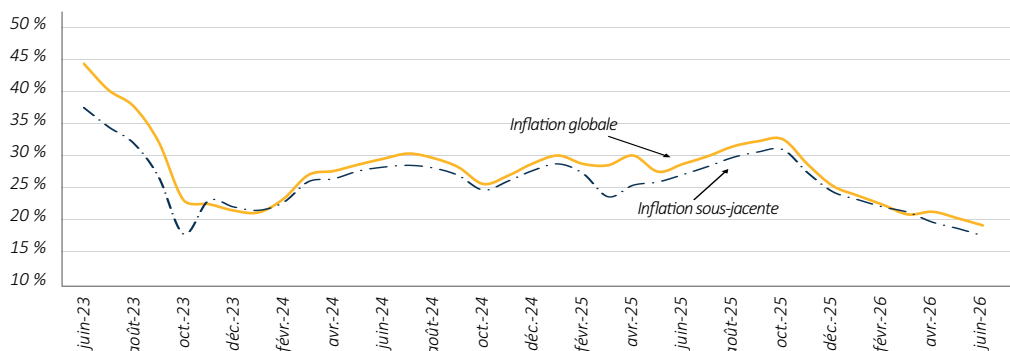
Parallèlement, les mouvements de rapatriement se sont intensifiés, avec 141 720 personnes recensées sur la période de janvier à juin 2026, impliquant un accroissement

annuel de 11 % selon les données de l'*Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)*¹. Cette dynamique de migration-retour, provoquée par le durcissement des politiques migratoires dans les principaux pays d'accueil, pourrait avoir des incidences sur l'évolution de la population active, l'équilibre du marché du travail, la variation de la demande interne de biens et services et le développement des activités informelles. Ainsi, les mouvements démographiques, qu'ils soient internes ou externes, influenceraient les fluctuations du cadre macroéconomique, avec des répercussions potentielles sur le secteur extérieur et la trajectoire de l'inflation.

S'agissant de l'évolution des prix, la tendance désinflationniste s'est poursuivie, en dépit de la hausse des tarifs réglementés survenue en avril dernier. En effet, après le déclenchement des conflits géopolitiques au Moyen-Orient à la fin du mois de février 2026, suivi de l'ajustement partiel des prix à la pompe au début du trimestre sous revue (entre +29,5 % et +34,7 %), le taux d'inflation annuel s'est accru de 40 points de base par rapport à mars dernier, pour atteindre 21 % en avril 2026. Toutefois, en mai 2026, une première révision à la baisse a été opérée au niveau des prix des carburants sur le marché national (-3,4 % pour la gasoline et -2,9 % pour le diesel), accompagnée d'un second repli en juin 2026 (-4,2 % pour le diesel et -7,1 % pour le kérosène), lesquels ont été favorisés par le fléchissement des cours pétroliers mondiaux après l'adoption d'un mémorandum d'entente provisoire dans le cadre des rivalités dans le Golfe Persique. Dans ce contexte, l'atténuation de la facture pétrolière, conjuguée à la stabilité du taux de change et aux dispositifs de stérilisation de la liquidité excédentaire du système financier, a occasionné la poursuite de la décélération de l'inflation globale à 18,9 % en juin 2026, laquelle évolue au-dessus de l'inflation sous-jacente dont le taux s'est inscrit à 17,3 %.

Graphique 6

Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente (en glissement annuel, en %)



Source : IHSI

¹ OIM. (Juillet 2026). *Haiti - Monthly monitoring of forced returns from abroad to Haiti (June 2026)*. (Displacement Tracking Matrix Report). <https://dtm.iom.int/reports/haiti-monthly-monitoring-forced-returns-abroad-haiti-june-2026>

3. FINANCES PUBLIQUES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026

En ce qui a trait à la situation des finances publiques, en dépit des efforts de mobilisation des organismes de perception, les recettes fiscales collectées par l'État haïtien au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025-2026 ont reculé de 6,4 % en comparaison au trimestre passé. Par ailleurs, les ressources disponibles au 30 juin 2026 se sont inscrites à 367 512,36 MG dont 160 174,32 MG de recettes fiscales et 207 338,04 MG d'autres ressources. Ces dernières sont principalement constituées de produits des émissions de billets de trésorerie dont l'encours s'est établi à 186 100,65 MG au 30 juin 2026.

En parallèle, une tendance inverse a marqué l'évolution des dépenses budgétaires qui ont connu une hausse de 4,3 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2026, sous l'effet d'un accroissement de 130 % des dépenses en investissements publics, quoiqu'elles n'aient représenté que 7,2 % du total des dépenses sur le trimestre sous-étude. En outre, les subventions ont affiché une augmentation trimestrielle de 47,3 %, alors que les dépenses de fonctionnement ont reculé de 14,4 %, malgré la hausse de 3,8 % des salaires. Globalement, les dépenses budgétaires ont atteint 63 919,32 MG au troisième trimestre fiscal 2026, contre 61 308,26 MG le trimestre précédent. Sur les neuf (9) premiers mois de l'exercice 2025-2026, ces dépenses ont représenté 53,9 % des décaissements totaux de l'État. Conséquemment, les opérations du Trésor Public au 30 juin 2026 se sont soldées par un déficit partiellement financé par la BRH à hauteur de 32 635,3 MG.

Tableau 2

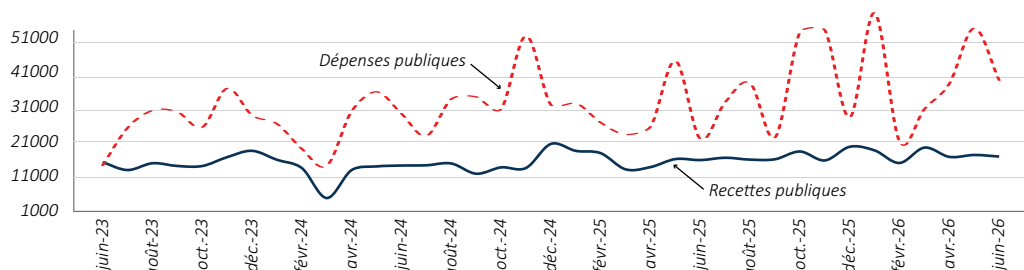
Évolution des finances publiques (en MG)

	1 ^{er} trim 2026	2 ^e trim 2026	3 ^e trim 2026	Oct. 25 - juin 26
Recettes fiscales	54 136,39	54 778,49	51 259,44	160 174,32
Autres ressources	84 515,93	48 028,13	74 793,98	207 338,04
dont Émissions nettes de Bons du Trésor	77 101,95	40 978,77	68 019,93	186 100,65
Ressources totales	138 652,32	102 806,62	126 053,42	367 512,36
Dépenses budgétaires	82 370,60	61 308,26	63 919,32	207 598,18
Autres décaissements	55 063,59	52 488,71	69 857,36	177 409,65
dont Certificats de trésorerie et autres	53 235,96	51 984,79	68 127,16	173 347,91
Décaissement totaux	137 434,19	113 796,97	133 776,68	385 007,83

Sources : MEF et DCC/BRH

Graphique 7

Évolution mensuelle des recettes et des dépenses publiques (MG)



Sources : MEF et DCC/BRH

4. SECTEUR EXTERNE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026

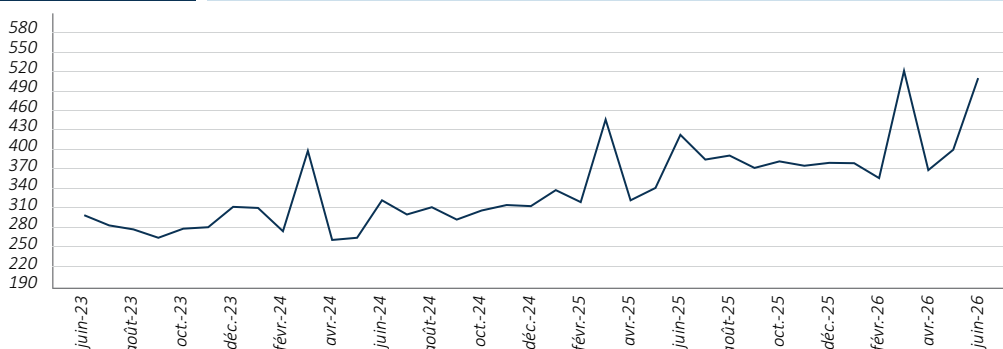
Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025-2026, l'évolution du secteur externe de l'économie haïtienne a été marquée par une hausse des importations, une atonie des exportations, une progression des transferts privés sans contrepartie et la stabilité du taux de change de la gourde par rapport au dollar ÉU. Ainsi, sur la période sous revue, les exportations de biens et services ont crû de 2 % par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 118,79 millions de dollars ÉU. Néanmoins, en glissement annuel, elles ont reculé de 10,89 %, principalement en raison de la contreperformance du secteur textile.

De leur côté, les importations de biens et services ont atteint 1 305,03 millions de dollars ÉU, en hausse de 7,3 % par rapport au deuxième trimestre 2026 et de 15,2 % en variation annuelle. L'accroissement observé au niveau de la valeur des importations reflète essentiellement le gonflement de la facture pétrolière à 247,29 millions de dollars ÉU (contre 217,91 millions de dollars ÉU un trimestre plus tôt). L'évolution contrastée du commerce extérieur a entraîné un creusement de 7,9 % du déficit commercial qui a atteint 1 186,24 millions de dollars ÉU.

Parallèlement, les transferts privés sans contrepartie sont restés dynamiques au troisième trimestre de l'exercice fiscal 2026. Les flux cumulés de remises migratoires se sont élevés à 1 307,62 millions de dollars ÉU, soit une progression de 3,02 % en rythme trimestriel et de 14,95 % en variation annuelle². Sur la période d'octobre 2025 à juin 2026, ils ont atteint 3 822,75 millions de dollars ÉU, marquant une hausse de 15,55 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. La consolidation de l'offre de devises qui en a découlé, associée aux mesures de régulation appliquées par la Banque centrale, a contribué à préserver la stabilité du taux de change qui s'est établi à 130,5279 gourdes pour un dollar américain au terme du trimestre sous revue, affichant ainsi un repli de 0,13 % par rapport au trimestre antérieur.

Graphique 8

**Transferts privés sans contrepartie reçus de l'étranger
(en millions de dollars ÉU)**

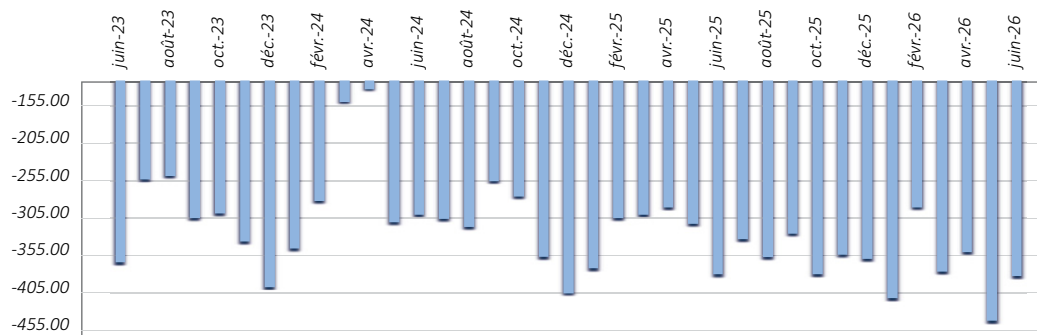


Source : BRH

² Il s'agit uniquement des flux transigés par les maisons de transferts.

Graphique 9

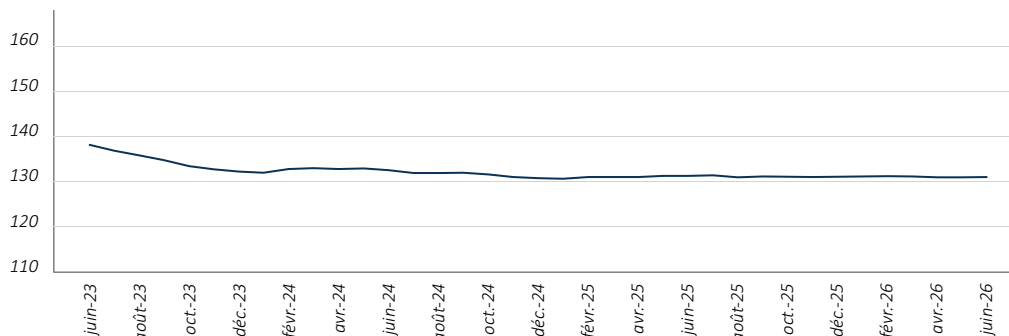
Balance commerciale (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

Graphique 10

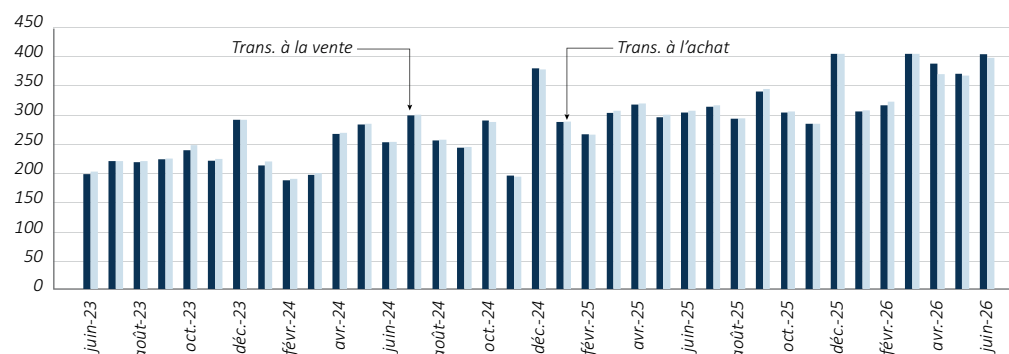
Taux de change nominal de fin de période (HTG/USD)



Source : BRH

Graphique 11

Volume des transactions bancaires à l'achat et à la vente sur le marché des changes (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

5. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026

Dans un environnement national marqué par des vulnérabilités conjoncturelles et des contraintes structurelles persistantes, ainsi qu'un contexte international empreint d'incertitudes géopolitiques, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a maintenu une orientation prudente de sa politique monétaire au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2026. Cette posture traduit la volonté des autorités monétaires de préserver la stabilité monétaire et financière, tout en consolidant les acquis de stabilité macroéconomique face à un niveau de risque toujours élevé. À cet effet, la Banque centrale a poursuivi la gestion optimale de la liquidité bancaire afin d'assurer l'efficacité de son dispositif opérationnel et de favoriser une bonne transmission de ses mesures. En conséquence, les principaux paramètres des instruments conventionnels d'intervention sont demeurés inchangés depuis leur dernière révision en août 2022.

Les coefficients de réserves obligatoires applicables aux passifs en gourdes et en devises étrangères sont ainsi restés maintenus à leurs niveaux en vigueur, soit respectivement 40 % et 53 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM), alors qu'ils sont demeurés à 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL). De leur côté, les taux d'intérêt sur les Bons BRH restent fixés à 6 %, 8 % et 11,5 % pour les échéances respectives de 7, 28 et 91 jours. Parallèlement, l'encours de ces titres a progressé de 57,9 % par rapport au trimestre précédent, atteignant les 26 930 millions de gourdes au 30 juin 2026. Concernant les conditions de refinancement, les taux des opérations de mise en pension sont restés fixés à 17 % pour les Bons BRH et 14 % pour les Bons du Trésor.

Sur le marché des changes, les transferts privés sans contrepartie demeurent la principale source de devises, en dépit du durcissement de la politique migratoire aux États-Unis. Dans ce contexte, la BRH a porté ses interventions nettes à l'achat de devises à 98,98 millions de dollars américains au cours de la période sous revue. Cette stratégie lui a permis, à la fois de consolider ses coussins de réserves, couvrant actuellement plus de sept (7) mois d'importations, et de contenir la volatilité du taux de change. Par ailleurs, les souscriptions aux Obligations BRH ont légèrement augmenté (+1,06 %) par rapport au trimestre antérieur, portant leur encours à 10 620,29 millions de gourdes au 30 juin 2026.

Dans le prolongement de ces actions, la BRH a renforcé le cadre réglementaire du système financier en publiant la Circulaire N° 10 relative à la gouvernance des coopératives d'épargne et de crédit (CEC). Ces nouvelles dispositions précisent les responsabilités des organes de direction, renforcent le contrôle interne et rehaussent les exigences de gestion des risques, afin d'accroître la résilience du secteur coopératif et de consolider la stabilité financière.

6. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2026

Les statistiques disponibles au 30 juin 2026 font état d'une progression plus marquée de la base monétaire au troisième trimestre comparativement au trimestre précédent. En effet, la base monétaire au sens strict s'est accrue de 2,78 %, contre une hausse de 1,17 % un trimestre plus tôt. La croissance de la monnaie en circulation, en particulier, est passée de 1,22 % en mars 2026 à 3,38 % en juin 2026. De même, la base monétaire au sens large a augmenté de 4,5 %, contre +3,97 % antérieurement, une évolution reflétant à l'actif la progression des réserves internationales nettes de la BRH et de ses créances sur le gouvernement central.

En effet, la croissance de la monnaie centrale a été soutenue principalement par l'augmentation des créances nettes de la BRH sur le gouvernement central, dans un contexte d'intensification des besoins de financement de l'État et dans une moindre mesure par la progression des avoirs extérieurs nets. Ces créances ont progressé de 5,48 % tandis que la hausse des avoirs extérieurs nets de la BRH s'est inscrite à 2,88 % au cours du trimestre sous revue.

S'agissant de la masse monétaire, les données provisoires de juin 2026 indiquent un accroissement de 3,04 % de l'agrégat M3 par rapport à mars 2026, pour s'établir à 845,25 milliards de gourdes. Cette progression s'est accompagnée d'une hausse encore plus marquée des agrégats M2 et M1 qui ont crû respectivement de 4,31 % et de 4,23 % sur la période sous revue, sous l'effet combiné de la hausse de la monnaie en circulation (+3,38 %) et des dépôts en gourdes (+5,09 %). En revanche, les dépôts en devises n'ont connu qu'une légère variation (+1,70 %), après une progression de 4,21 % au trimestre précédent.

L'analyse des contreparties de l'agrégat M3 montre que l'évolution de l'offre de monnaie a été influencée par la hausse conjuguée des avoirs extérieurs nets du système bancaire (+2,27 %) et du crédit intérieur net (+2,73 %). Les créances nettes sur le secteur public ont progressé de 4,12 %, portées principalement par le financement de la Banque centrale. En comparaison, celles sur le secteur privé ont diminué de 0,09 %, après un repli de 1,56 % au trimestre antérieur.

7. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE

Les données disponibles au troisième trimestre 2025-2026 indiquent une amélioration conjointe du bénéfice net bancaire, de la rentabilité et de la qualité de l'actif, malgré un environnement sociopolitique marqué par de fortes turbulences, alimentant de grandes incertitudes. Du côté des emplois du système, les actifs bancaires ont augmenté de 2,56 % pour s'établir à 762 895,47 MG au 30 juin 2026, contre 743 871,30 MG au 31 mars 2026. Cet accroissement de l'actif résulte principalement de la hausse des placements dans les Bons BRH (+62,67 %).

S'agissant des ressources bancaires, les dépôts totaux du système ont atteint 630 578,21 MG au 30 juin 2026, soit une hausse de 3,13 % par rapport au 31 mars 2026. Cette progression des dépôts bancaires est soutenue par une augmentation simultanée des dépôts à vue (+4,28 %), des dépôts d'épargne (+2,63 %) et des dépôts à terme (+1,00 %). Dans un environnement caractérisé par des incertitudes socio-politiques et une tendance baissière du portefeuille de crédits, le niveau d'intermédiation bancaire, mesuré par le ratio « prêts bruts sur dépôts totaux », s'est replié pour s'établir à 19,45 % au 30 juin 2026, contre 20,12 % à la fin du trimestre précédent.

Au cours du troisième trimestre 2025-2026, le produit net bancaire a atteint 10 887,03 MG, marquant une hausse de 3,77 % en variation trimestrielle. Parallèlement, les dépenses d'exploitation du système ont crû de 3,11 % pour s'établir à 7 156,40 MG sur la même période.

L'analyse de la structure financière du système met en évidence une évolution contrastée. Le ratio « avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » est passé de 8,50 % au 31 mars 2026, à 8,40 % au 30 juin 2026. En revanche, le ratio « dépôts en pourcentage de l'actif » s'est établi à 82,66 %, contre 82,20 % en mars dernier.

En dépit d'un environnement sécuritaire toujours défavorable à l'activité économique, la rentabilité bancaire s'est améliorée. En glissement trimestriel, le rendement de l'actif (ROA) a progressé de 8 points de base pour afficher 1,47 % au troisième trimestre 2026. Parallèlement, le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) s'est établi à 17,44 % au troisième trimestre de l'exercice 2026, contre 16,24 % le trimestre précédent.

Par ailleurs, la décision de la BRH de maintenir jusqu'au 30 septembre 2026 les mesures relatives au moratoire sur les prêts admissibles prévues par la Circulaire 115-7 a contribué à l'amélioration de la qualité du portefeuille de crédit bancaire. En effet, le ratio des « prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts » est passé de 8,44 % au 31 mars 2026, à 7,99 % au 30 juin 2026. De plus, la couverture du risque de crédit s'est renforcée, en témoigne le ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » qui s'est établi à 110,17 % au 30 juin 2026, après une progression de 7,6 points de pourcentage en glissement trimestriel.

Tableau 3

Ratios clés du système bancaire au 30 juin 2026

Ratios clés du système bancaire	Troisième trimestre 2025-2026	Deuxième trimestre 2025-2026
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	110,17 %	102,57 %
Prêts en pourcentage des prêts bruts	7,99 %	8,44 %
Rendement moyen des prêts productifs	11,39 %	10,82 %
Ratios de rentabilité bancaire	3 ^e trimestre 2025-2026	2 ^e trimestre 2025-2026
ROA	1,47 %	1,39 %
ROE	17,44 %	16,24 %
Niveau de dollarisation du système	Au 30 juin 2026	Au 31 mars 2026
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	63,88 %	64,46 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	62,15 %	61,35 %

Source : DSBIF/BRH

En ce qui a trait aux taux d'intérêt bancaires sur les opérations en gourdes, ceux appliqués aux dépôts à terme (DAT) sont passés de 3,59 % au 30 mars 2026 à 4,02 % en moyenne au 30 juin 2026, et les taux moyens sur les crédits ont légèrement augmenté en se portant à 16,33 %, contre 16,17 % antérieurement. L'évolution des taux débiteurs et créditeurs s'est traduite par une légère contraction du spread bancaire, passant de 12,58 % au deuxième trimestre, à 12,32 % au troisième trimestre de l'exercice en cours.

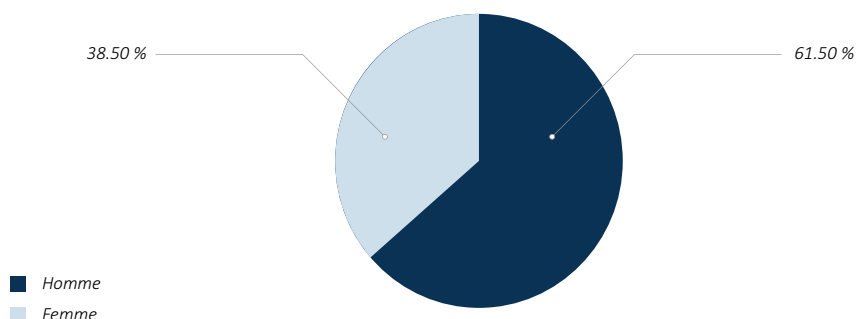
S'agissant des opérations en dollars ÉU, le taux d'intérêt moyen sur les DAT a diminué de 20 points de base pour s'établir à 0,80 % au 30 juin 2026. Parallèlement, le taux débiteur moyen a reculé de 1,63 point de pourcentage pour s'établir à 9,63 % au troisième trimestre. Cette évolution se traduit par un rétrécissement du spread bancaire, qui est passé de 10,26 % à 8,33 % entre le deuxième et le troisième trimestre de l'exercice 2025-2026.

8. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

La persistance des conditions économiques défavorables a continué de limiter la dynamique du crédit au cours du troisième trimestre 2026. Les établissements financiers ont ainsi accordé 77 787 prêts sur l'ensemble du territoire national, un niveau quasiment stable par rapport aux 77 826 octroyés le trimestre précédent. Selon les données collectées par le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la Banque centrale, 96,15 % du volume des prêts ont été attribués à des personnes physiques, contre seulement 3,85 % à des personnes morales. Néanmoins, en termes de valeur, la proportion s'inverse, 66,74 % des 238 993,72 MG du portefeuille de crédits alloués sur la période sous revue ayant été captés par les personnes morales, contre 33,26 % par les personnes physiques. Ce contraste traduit le fait que les entreprises bénéficient de prêts d'un montant moyen nettement supérieur à ceux accordés aux particuliers. S'agissant de la répartition des crédits accordés aux personnes physiques suivant le genre, les hommes ont bénéficié de la plus grande part, avec 61,50 % de la valeur totale des crédits en gourdes et 72,94 % de ceux libellés en dollars ÉU, contre 38,50 % et 27,06 % respectivement pour les femmes.

Graphique 12

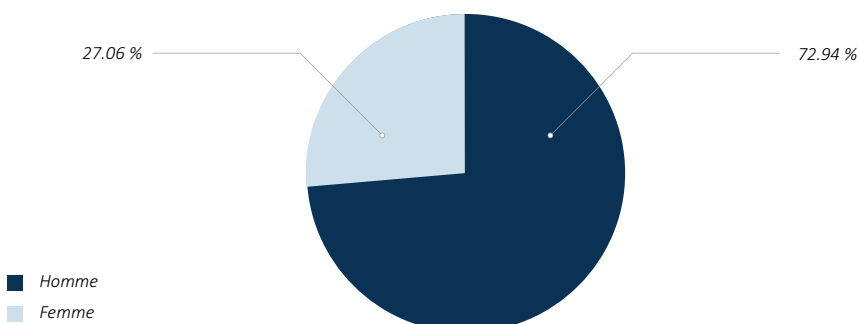
Répartition des crédits (en gourdes) accordés selon le genre



Source : BIC/BRH

Graphique 13

Répartition des crédits (en dollars ÉU) accordés selon le genre

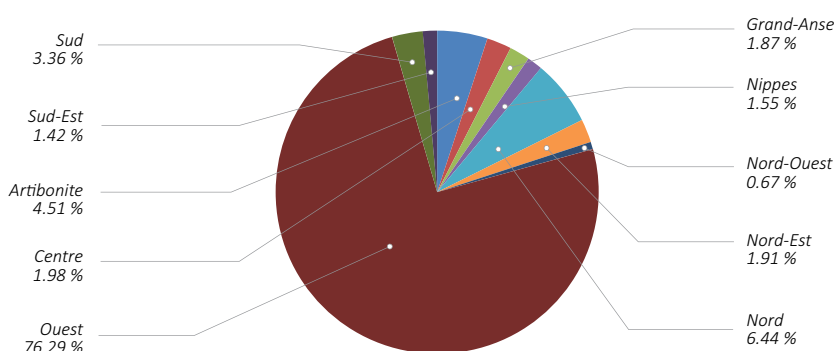


Source : BIC/BRH

Sur le plan géographique, l'allocation domestique des ressources du système financier demeure fortement tributaire du poids démographique et industriel des régions, une réalité qui se traduit par une nette prépondérance du département de l'Ouest dans le financement de l'économie nationale. Au 30 juin 2026, celui-ci a concentré les 59 341 crédits, soit environ 76,29 % du total des crédits accordés, loin devant le Nord, l'Artibonite et le Sud qui ont représenté respectivement 6,44 %, 4,51 % et 3,36 % du portefeuille. Les autres départements, à savoir le Centre, la Grand-Anse, le Nord-Est, les Nippes et le Sud-Est, ont chacun capté en moyenne 1,74 % du portefeuille total, tandis que le Nord-Ouest est resté le département le moins desservi, avec seulement 0,67 % de l'ensemble des crédits accordés.

Graphique 14

Répartition du crédit du système financier par région géographique



Source : BIC/BRH

9. PERSPECTIVES

Les perspectives macroéconomiques pour le reste de l'exercice 2025-2026 et le début de l'exercice suivant demeurent entourées d'un niveau élevé d'incertitudes. Les principaux risques proviennent de la persistance des contraintes sécuritaires, de l'évolution défavorable de l'environnement géopolitique international, des conditions climatiques et des tensions sur les finances publiques. Ces facteurs pourraient affecter simultanément l'activité économique, l'offre de biens et services, le marché des changes et la dynamique des prix.

Sur le plan national, la persistance de l'insécurité demeure le principal facteur susceptible de limiter une reprise durable de l'activité économique. Elle continue de perturber les chaînes d'approvisionnement du pays et de réduire la mobilité des personnes et des biens. Dans ce contexte, le renforcement soutenu du dispositif sécuritaire apparaît comme un préalable incontournable à l'amélioration du climat des affaires et à la restauration de la confiance des agents économiques. Néanmoins, en l'absence d'une amélioration suffisamment marquée de ces conditions, les perspectives de croissance s'avèrent défavorables. Les projections de croissance pour l'exercice 2026 demeurent orientées à la baisse, avec des perspectives macroéconomiques présageant une 8^e année consécutive de contraction du PIB de l'économie haïtienne, soit un taux annuel se situant dans l'intervalle compris entre -1,9 % et -1,5 %.

Parallèlement, les tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient continuent de représenter un risque majeur en termes d'approvisionnement en intrants stratégiques. Une aggravation des conflits pourrait entraîner de nouveaux cycles de hausse des cours internationaux des produits de base, avec des répercussions néfastes sur la dynamique des prix en Haïti. De même, le durcissement des politiques migratoires dans les principaux pays d'accueil représente un risque pour l'économie haïtienne dans les plus prochains mois. À terme, il en est de même pour les transferts privés, qui demeurent une source essentielle de devises pour l'économie haïtienne. Une détérioration de ces flux pourrait exercer des pressions supplémentaires sur le marché des changes et les réserves internationales. À l'inverse, le maintien du dynamisme des transferts continuerait à soutenir la stabilité du marché des changes, alors qu'un taux de change relativement stable devrait favoriser la poursuite de la désinflation.

En outre, la trajectoire de l'économie haïtienne s'avère exposée aux risques climatiques liés à la saison cyclonique. D'éventuels épisodes de fortes intempéries pourraient provoquer des pertes, accentuer les perturbations logistiques et affecter davantage les populations vulnérables, avec des impacts potentiels sur l'offre alimentaire nationale et l'évolution de l'inflation. Cette situation pourrait engendrer des pressions additionnelles sur les finances publiques, avec un espace budgétaire restreint, dans un contexte où les besoins humanitaires et sécuritaires sont particulièrement élevés. Par ailleurs, le processus d'amélioration de la connectivité entre les régions est susceptible de soutenir progressivement le secteur des services, tout en contribuant à réduire certains coûts logistiques et les contraintes de mobilité.

Dans ce contexte, la conduite de la politique monétaire devrait demeurer prudente et fortement conditionnée par l'évolution de l'inflation, du taux de change, de la liquidité du système financier ainsi que des besoins de financement public. Ainsi, la Banque centrale continue d'adopter les dispositions appropriées pour contenir les pressions inflationnistes, tout en supportant les actions visant à favoriser la relance économique. La coordination étroite des politiques publiques s'avère cruciale afin de limiter les risques de résurgence inflationniste et créer les conditions nécessaires à une reprise durable de l'activité économique. En ce sens, à travers la gestion active de la liquidité bancaire, les autorités monétaires poursuivent les efforts en termes de stabilité des prix, en lissant les fluctuations du taux de change, en renforçant les dispositifs de soutien à la croissance et en assurant la stabilité du système financier, en attendant le rétablissement des conditions sécuritaires favorables à une reprise soutenue de l'économie nationale.

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

3^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE
2025 - 2026
(AVRIL - JUIN 2026)

SPIH

